Rapport d’évaluation rapide des besoins

Grand'Anse, Nippes, Sud, Sud'Est

Mené par CRS et Caritas Haiti

Du 4 au 10 novembre 2025



EXECUTIVE SUMMARY

Le passage de l'ouragan Melissa a entraîné une crise humanitaire majeure dans le Grand Sud, provoquant des destructions massives d'habitations, de routes, d'infrastructures publiques et de moyens de subsistance. Entre le 4 et le 10 novembre 2025, CRS et Caritas Haiti ont mené une évaluation multisectorielle rapide dans 30 communes des départements de la Grand'Anse, des Nippes, du Sud et du Sud-Est, en se concentrant sur les localités les plus touchées par les effets du choc, selon les premières informations disponibles et partagées par les leaders communautaires et les autorités locales. L'évaluation rapide a permis de recueillir des informations provenant des sources suivantes :

- 213 informateurs clés,
- 80 études de marché,
- 96 observations directes,
- 16 entretiens téléphoniques.

Les résultats indiquent une dégradation généralisée des conditions de vie, une insuffisance marquée de services essentiels et une réponse humanitaire encore quasi inexistante sur le terrain au moment de l'évaluation.

Principaux constats :

- Dégâts matériels étendus et inaccessibilité élevée : Destruction sévère des habitations dans des zones selon 49 % des indicateurs avec les toitures arrachées cité par 148 /213 des informateurs interrogés, des routes ou ponts impraticables (82), et certaines infrastructures clés inaccessibles (109). Les causes principales de l'inaccessibilité sont les routes coupées (77), manque de moyens locaux (70), et absence d'intervention institutionnelle (52).
- Insécurité alimentaire : 186 informateurs sur 213 indiquent que les familles manquent de nourriture. Des pertes presque totales des cultures (212 mentions) et du bétail (203 cas) ont été enregistrées. Les stratégies de survie les plus citées sont entre et autres l'emprunt ou crédit alimentaire (112), réduction des repas (48), et consommation des dernières réserves (96).
- Abris précaires et besoins en reconstruction : De nombreuses familles vivent dans des maisons endommagées (selon 135 informateurs), chez des proches (selon 108), ou dans des abris collectifs (78). Les principales difficultés rapportées sont la surpopulation (85) et la mauvaise étanchéité des abris (38). Les besoins prioritaires en matériaux de reconstruction incluent le ciment et les blocs (175), les tôles (172), le bois et la charpente (169), et les outils tels que clous et marteaux (146).
- Accès à l'eau potable fortement compromis : 152 informateurs rapportent un accès limité à l'eau potable. Les stratégies de substitution les plus répandues sont l'usage d'eau de pluie (89) ou d'eau de rivière non traitée (85) souvent stockée dans des récipients non couverts. 175 informateurs constatent une nette détérioration des conditions d'hygiène.
- Accès aux soins difficile et obstacles aggravés : Une large majorité, soit 174 informateurs sur 213, signale des difficultés d'accès aux soins. Les obstacles liés au cyclone incluent des structures endommagées et des routes coupées tandis que des problèmes préexistants comme le manque de personnel, de médicaments et l'éloignement des centres se sont aggravés.
- Groupes vulnérables fortement affectés : Les personnes âgées, les personnes handicapées, les femmes cheffes de ménage, les familles sans revenus et les habitants des zones inondées sont les plus touchés. Les femmes mentionnent plus fréquemment le stress, le sentiment d'insécurité et l'exposition aux intempéries dans les abris temporaires.
- Marchés fonctionnels mais fragiles : Les marchés restent ouverts mais avec une disponibilité limitée des produits essentiels signalée 65 fois et une hausse notable des prix (hausse légère citée par 57

répondants et hausse forte par 29). Le fonctionnement des marchés varie de partiel à complet pour 68 % des répondants mais demeure fortement dépendant de l'accessibilité routière.

Recommandations clés :

- Mettre en place une assistance alimentaire immédiate pour aider les familles qui manquent de nourriture ;
- Distribuer des kits ménagers essentiels pour permettre aux ménages de remplacer les articles perdus ;
- Intervenir en abris d'urgence pour soutenir les familles vivant dans des maisons endommagées ou exposées ;
- Fournir des matériaux pour permettre aux ménages de reconstruire rapidement leurs maisons ;
- Restaurer immédiatement les moyens d'existence en soutenant les agriculteurs, les pêcheurs et les petits commerçants affectés ;
- Assurer l'accès à l'eau potable par la réhabilitation des points d'eau et la distribution de solutions de traitement domestique ;
- Renforcer l'accès aux soins de santé via la réhabilitation des centres endommagés et le déploiement de cliniques mobiles.

Plans d'intervention de CRS et Caritas :

Suite à l'évaluation et aux fonds alloués, CRS et Caritas Haïti apporteront une aide alimentaire et des kits d'hygiène à environ 2 000 ménages répartis dans les quatre départements, ainsi que des abris d'urgence et des articles non alimentaires à 400 autres ménages. CRS contribuera également à la remise en état de trois points d'eau et fournira des intrants aux agriculteurs et aux pêcheurs.

Contents

Executive Summary 2
Contexte et justification 5
Methodologie 5
Etendue des dégâts et profil des populations affectées 6
ANALYSE CROISEE ET PRIORISATION DES BESOINS 8
Sécurité alimentaire et Moyens de subsistance 9
Abris et articles ménagers essentiels (AME/NFI) 11
Eau, hygiène et assainissement (EHA) 14
Sante 15
Groupes vulnérables et protection 16
Accès aux marchés 17
Coordination et réponse existante 18
CONCLUSION & RECOMMANDATIONS 18

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le passage de la tempête tropicale Melissa sur Haïti, survenu entre le 21 et le 30 octobre 2025, a provoqué une crise humanitaire majeure, touchant particulièrement le Grand Sud du pays. De fortes pluies, des vents violents et des inondations ont causé des pertes humaines, des déplacements, des destructions d'infrastructures, des dommages aux moyens de subsistance et perturbé les services essentiels.

Les données préliminaires font état de milliers de personnes déplacées dans des abris temporaires, de routes impraticables, d'écoles endommagées, de pertes agricoles et de marchés perturbés, limitant l'accès aux biens et services essentiels *(source : Le Placentin, 29 octobre 2025)*.

Face à cette situation, Catholic Relief Services (CRS), en collaboration avec La Caritas Haiti, a lancé une évaluation rapide des besoins et une analyse des marchés dans les zones touchées du Grand Sud d'Haïti (la Grand'Anse, les Nippes, le Sud et le Sud-Est). Ces exercices visent à identifier les impacts sur les conditions de vie, comprendre les dynamiques économiques locales et orienter une réponse humanitaire multisectorielle adaptée et coordonnée.

Objectifs de l'evaluation

- Identifier les besoins humanitaires immédiats des populations affectées, ainsi que les groupes qui ont été les plus touchés et/ou qui demeurent les plus vulnérables ;
- Évaluer l'impact de l'ouragan Melissa sur les secteurs clés (abris, WASH, santé, sécurité alimentaire, éducation, marchés, protection, moyens de subsistance) ;
- Apprécier la capacité de réponse locale et la faisabilité d'une assistance en espèces (cash) ;
- Formuler des recommandations opérationnelles pour orienter la réponse rapide ;
- Et aussi à identifier les groupes qui étaient les plus affectées et/ou qui restent encore les plus vulnérables.

METHODOLOGIE

L'évaluation a été conduite selon une approche rapide et participative, combinant des méthodes qualitatives et quantitatives. Elle s'est appuyée sur plusieurs outils et techniques :

- Entretiens avec des informateurs clés (autorités locales, DGPC, leaders communautaires, organisations de base) ;
- Études de marché dans les localités touchées ou proches ;
- Fiches d'observation par localité pour documenter les impacts ;
- Questionnaires téléphoniques en cas d'inaccessibilité physique.

Les données ont été recueillies auprès des autorités locales, des leaders communautaires, des ménages affectés et des commerçants. Les informations ont été triangulées avec les observations directes et les données secondaires. Ainsi, l'évaluation couvre **213 informateurs clés**, complétés par **80 enquêtes de marché**, **96 observations directes**, et **16 entretiens téléphoniques**. La répartition par département est la suivante :

Département	Informateurs clés	Étude de marché	Observation directe	Informateurs clés par téléphone
Grand'Anse	62	23	26	3
Nippes	12	12	12	5
Sud	135	42	48	3
Sud-Est	4	3	10	5
Grand Total	**213**	**80**	**96**	**16**

La collecte s'est déroulée du 4 au 10 novembre 2025 dans les départements du Grand Sud, qui figurent parmi les zones les plus sévèrement touchées par le passage du cyclone. Les détails sur les communes couvertes par cette évaluation sont dans le tableau ci-dessous.

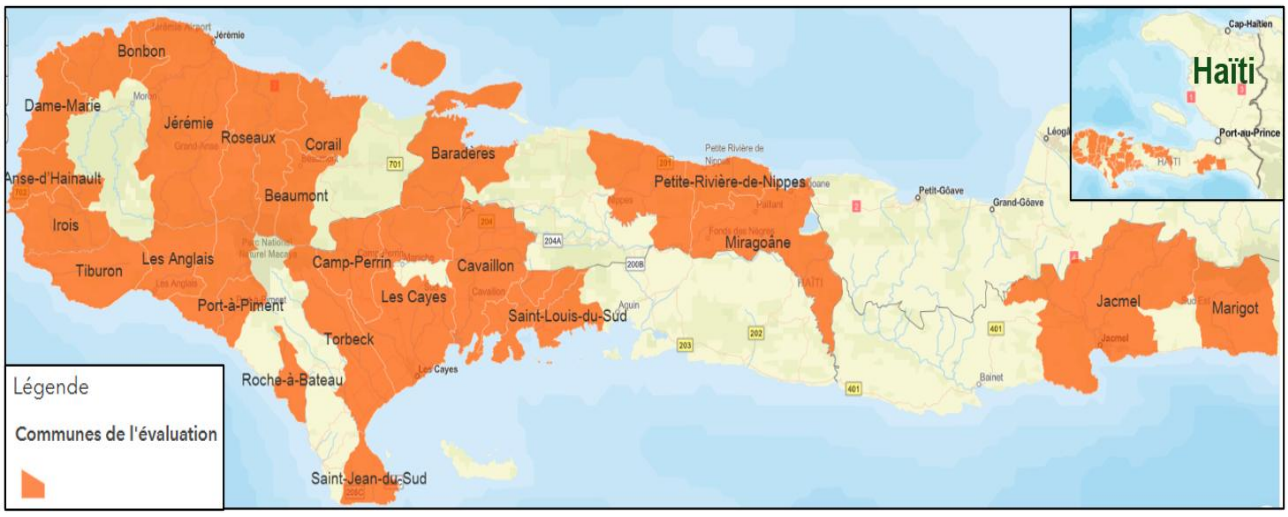
Département	Communes couvertes
Grand'Anse	Jérémie, Abricots, Anse-d'Hainault, Beaumont, Bonbon, Corail, Dame-Marie, Les Irois, Roseaux
Nippes	Anse-à-Veau, Arnaud, Baradères, Miragoâne, Petite-Rivière-de-Nippes, Plaisance-du-Sud
Sud	Les Cayes, Camp-Perrin, Torbeck, Cavaillon, Les Anglais, Port-à-Piment, Roche-à-Bateau, Saint-Jean-du-Sud, Saint-Louis-du-Sud, Tiburon, Les Coteaux, Chardonnières, Plaisance-du-Sud
Sud-Est	Jacmel, Marigot

Les limites à l'évaluation incluent l'accès restreint à certaines localités, conditions météorologiques défavorables et contraintes de communication. Les informations sur la présence humanitaire reposent principalement sur les perceptions des informateurs clés, sans triangulation systématique avec les clusters ou d'autres organisations au moment de l'évaluation. Ce point constitue une limite méthodologique importante et peut introduire un biais de déclaration.

ETENDUE DES DEGATS ET PROFIL DES POPULATIONS AFFECTEES

Les premières estimations indiquent qu'environ 16 000 ménages (soit près de 80 000 personnes) ont été directement touchés par le passage de Melissa. Les zones les plus affectées se situent dans le Grand Sud, notamment les départements du Sud et de la Grand'Anse, qui concentrent respectivement 40 % et 30 % des populations sinistrées, suivis des Nippes (20 %) et du Sud-Est (10 %). Parmi eux, 60 % sont des femmes et des filles, près de 45 % sont des enfants de moins de 18 ans, tandis qu'environ 30 % des ménages sont dirigés par des femmes cheffes de ménage. Ces chiffres sont basés sur les estimations issues des rapports de la Protection Civile, OCHA et UNICEF (*ReliefWeb*).

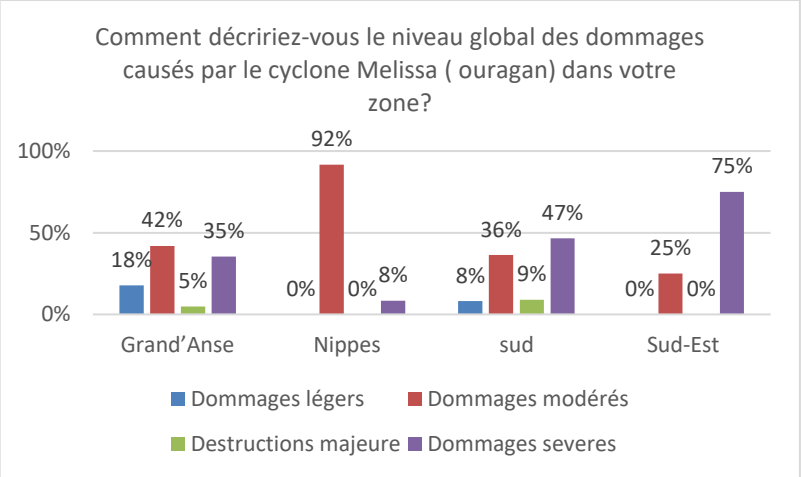
La carte ci-après présente l'ensemble des communes couvertes par l'évaluation, réparties dans les quatre départements du Grand Sud.



Les informations recueillies auprès de 213 répondants dans les départements du Sud, de la Grand'Anse, des Nippes et du Sud-Est indiquent que le cyclone Melissa a provoqué des dégâts matériels et humains d'ampleur considérable. Les observations convergent vers une dégradation généralisée des conditions de vie, notamment

en matière de sécurité alimentaire, d'accès à l'eau, de moyens de subsistance et de logement. Selon les informateurs interrogés :

- 49 % des zones recensées ont subi des destructions majeures ou sévères des habitations et infrastructures essentielles ;
- 41 % présentent des dommages modérés ;
- Seuls 10 % rapportent des impacts légers.



Les informateurs ont identifié comme principaux effets du cyclone :

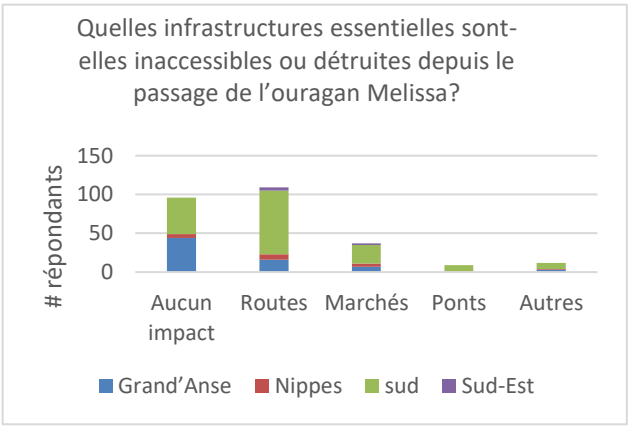
- **L'insécurité alimentaire** ou le manque de nourriture (169 mentions),
- La **perte des moyens de subsistance** (160 mentions),
- Le **besoin d'abris** ou de réparations de logements (129 mentions),
- Les difficultés **d'accès à l'eau potable** (105 mentions),
- L'interruption partielle des **services de santé et d'éducation** (18 mentions).

Dans le Sud et la Grand'Anse, la combinaison de la d**estruction des cultures, de la perte du bétail et de la détérioration des routes** accentue la détresse humanitaire et complique la livraison de l'assistance. Les Nippes présentent un profil de vulnérabilité similaire avec un accès à la nourriture et à l'eau fortement compromis. Le Sud-Est se distingue par des pertes totales de moyens de vie (pêche, agriculture) et un effondrement complet du tissu économique local.

Dans l'ensemble des zones évaluées, 148 informateurs ont signalé des toitures arrachées ou effondrées, ce qui représente la forme de dommage la plus fréquente. De nombreuses habitations ont perdu tout ou partie de leur couverture, exposant les ménages aux intempéries et à l'humidité.

Les inondations et glissements de terrain ont été mentionnés par 105 informateurs, tandis que 87 ont signalé une érosion des sols ayant provoqué l'obstruction des routes et des voies de communication.

De plus, 82 informateurs ont rapporté des routes impraticables ou des ponts cassés, et 21 ont évoqué l'effondrement partiel ou total de bâtiments. Quelques-uns ont également mentionné des dommages sur les réseaux électriques ou de télécommunication (14 cas), ainsi que des écoles ou hôpitaux inondés ou détruits (13 cas). Parmi les infrastructures les plus endommagées :



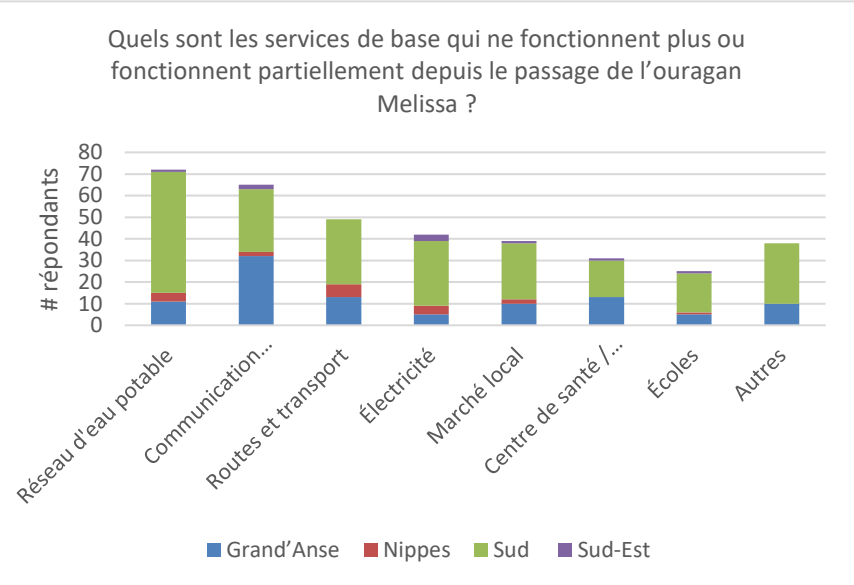
- 109 cas concernent des routes inaccessibles ou détruites ;
- 37 cas des marchés communautaires endommagés ou fermés ;
- 9 cas des ponts cassés ;
- 12 cas (6 %) d'autres infrastructures locales (bâtiments administratifs, dépôts, écoles, etc.).

L'inaccessibilité observée dans plusieurs localités du Grand Sud concerne principalement les infrastructures essentielles (routes, ponts, marchés, écoles et centres de santé) ainsi que les voies d'accès vers certaines zones rurales et côtières où vivent les populations affectées.

Selon les informateurs clés, cette situation entrave l'accès des habitants aux services de base, ainsi que la circulation des acteurs humanitaires et des autorités locales chargés d'apporter l'aide d'urgence. Les causes les plus fréquemment citées de cette inaccessibilité sont :

- Routes impraticables ou terrains glissants (77 cas) ;
- Manque de moyens financiers des autorités locales (70 cas) ;
- Absence d'intervention gouvernementale ou institutionnelle (52 cas) ;
- Isolement géographique dû à l'effondrement de ponts (12 cas) ;
- Conditions météorologiques encore instables (9 cas) ;
- Manque de matériel ou de machines pour la réhabilitation (52 cas) ;

Une part importante des infrastructures reste hors d'usage. **Les pannes d'électricité ont été signalées par 42 répondants, les coupures d'eau potable par 72, et les perturbations de communication par 65.** Les routes et transports demeurent affectés (49 cas), et selon 39 répondants, marchés fonctionnent difficilement. Les centres de santé et écoles sont partiellement fermés dans 31 et 25 zones respectivement. Le Sud concentre la majorité des interruptions de services, suivi de la Grand'Anse, où les coupures d'eau et d'électricité sont les plus fréquentes.



Malgré l'ampleur des dégâts, plusieurs services de base continuent de fonctionner partiellement. Les écoles sont les plus souvent opérationnelles (193 signalements), notamment dans le Sud (124 cas) et la Grand'Anse (53 cas). Les centres de santé demeurent ouverts (104 des répondants) avec des moyens réduits. Les marchés communautaires restent actifs, selon 116 répondants et 111 rapportent une reprise partielle des transports locaux.

ANALYSE CROISEE ET PRIORISATION DES BESOINS

Tous les secteurs essentiels sont touchés : logements, agriculture, accès à l'eau potable, alimentation, santé et infrastructures de base. Il convient toutefois de souligner que dans le Sud-Est, l'échantillon n'était que de quatre personnes, ce qui rend les résultats indicatifs mais utiles pour la compréhension du contexte.

Les dégâts matériels sont généralisés. Dans la majorité des zones, les habitations et infrastructures publiques ont été gravement endommagées ou détruites. Les routes coupées, les toitures arrachées et les écoles ou centres de santé partiellement endommagés ont paralysé l'accès aux services essentiels. Les populations déplacées vivent majoritairement dans des maisons partiellement détruites ou chez des proches, et seulement une minorité bénéficie d'abris gérés officiellement. Les conditions d'hébergement sont précaires, marquées par la surpopulation, le manque d'intimité, les infiltrations d'eau et la détresse psychologique, surtout chez les femmes.

La situation alimentaire est extrêmement préoccupante dans l'ensemble des zones évaluées. Sur les 213 informateurs clés interrogés, 186 ont déclaré que les familles n'ont pas suffisamment de nourriture pour couvrir leurs besoins quotidiens, contre seulement 27 ayant indiqué une situation alimentaire jugée suffisante. Dans les départements des Nippes et du Sud-Est, tous les informateurs (12 et 4 respectivement) ont rapporté un manque généralisé d'aliments, tandis que 113 répondants dans le Sud et 57 dans la Grand'Anse ont décrit une situation similaire. Les récoltes sont presque totalement perdues, les élevages décimés et les marchés locaux perturbés.

La majorité des familles survivent grâce à l'entraide, à la réduction du nombre de repas ou à l'endettement. Ces stratégies de survie traduisent une vulnérabilité accrue et une dépendance croissante à l'aide extérieure.

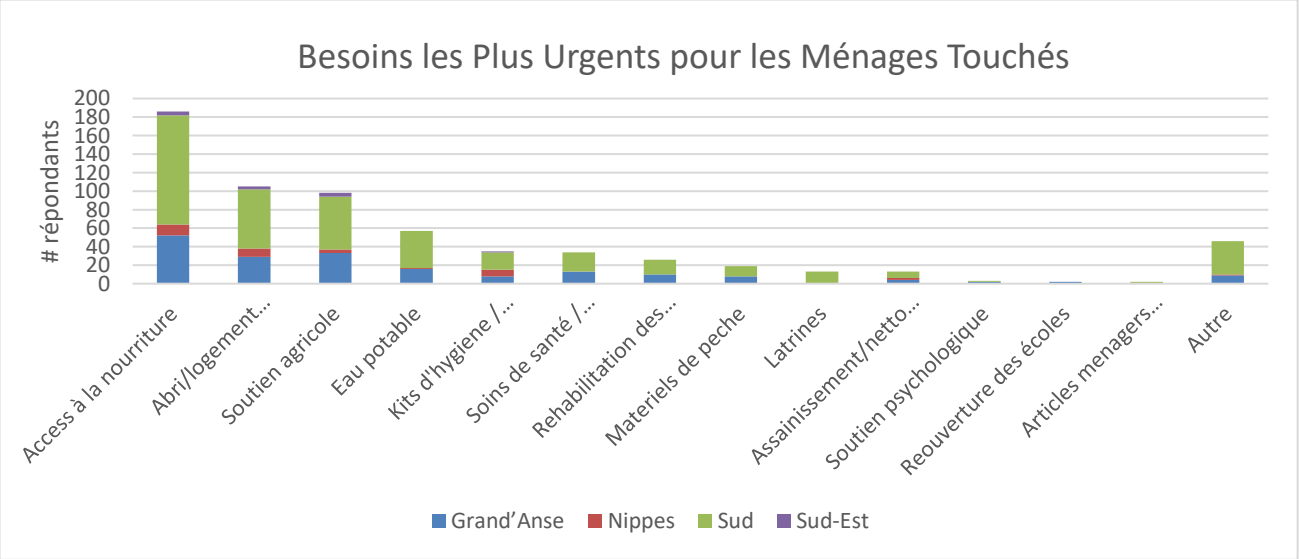
Concernant accès à l'eau potable, 71 % des informateurs rapportent que les familles n'ont plus de sources sûres. Beaucoup consomment l'eau de pluie ou des rivières non traitées, tandis que 82 % observent une détérioration des conditions d'hygiène depuis le cyclone. Le risque de maladies hydriques est particulièrement élevé dans le Sud et la Grand'Anse.

Les services de santé, d'éducation et de transport sont lourdement affectés. Plus de la moitié des informateurs signalent leur non-fonctionnement partiel ou total, en raison de bâtiments détruits, du manque d'électricité ou de routes impraticables. L'accès aux soins est décrit comme difficile dans 82 % des cas, notamment pour les personnes âgées, malades ou isolées.

Globalement, la comparaison interdépartementale montre que le Sud concentre la majorité des besoins humanitaires, suivi de la Grand'Anse, tandis que les Nippes et le Sud-Est présentent des conditions similaires mais avec une moindre ampleur de dommages physiques. Les priorités identifiées convergent sur les urgences majeures, comme indiqué sur le graphique ci-dessous :

- Fournir une aide alimentaire et un accès à l'eau potable pour répondre aux besoins vitaux immédiats ;
- Soutenir la réparation et la reconstruction des abris afin de réduire l'exposition aux intempéries et restaurer la dignité des ménages ;
- Réhabiliter les services essentiels et relancer les moyens de subsistance à travers l'appui agricole, la distribution d'outils et les programmes de soutien économique.

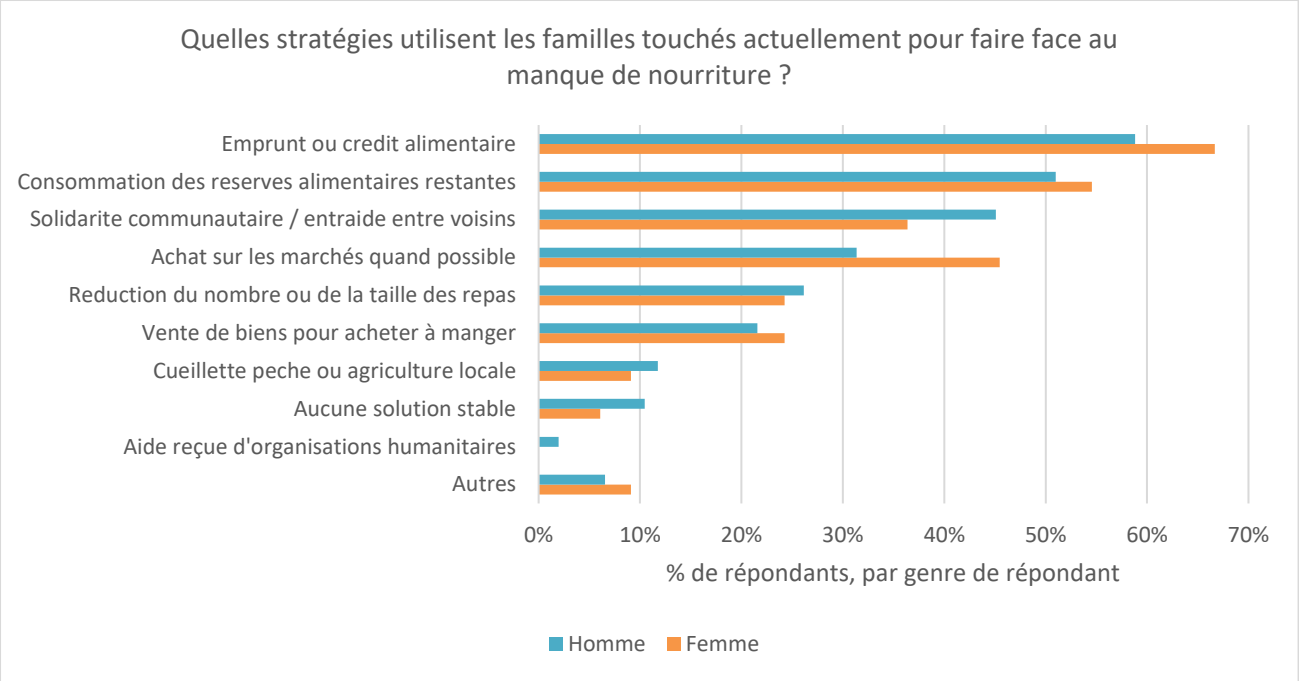
Les informateurs soulignent enfin la nécessité d'une présence humanitaire accrue, d'une meilleure coordination entre acteurs et d'une attention renforcée aux groupes vulnérables, afin d'assurer une réponse plus inclusive, durable et adaptée aux réalités locales.



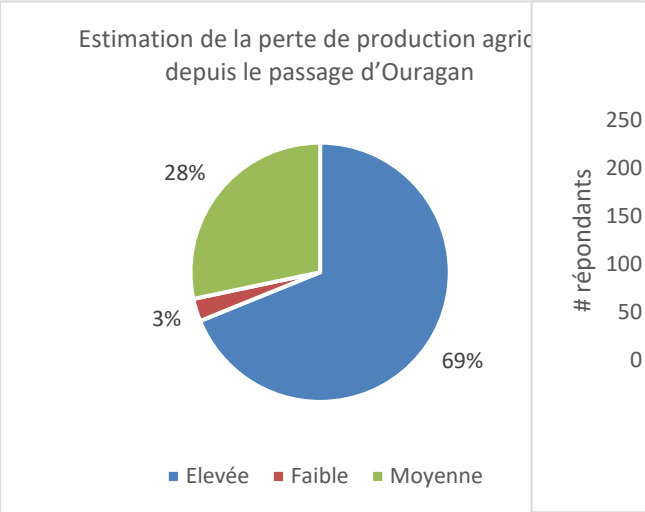
SECURITE ALIMENTAIRE ET MOYENS DE SUBSISTANCE

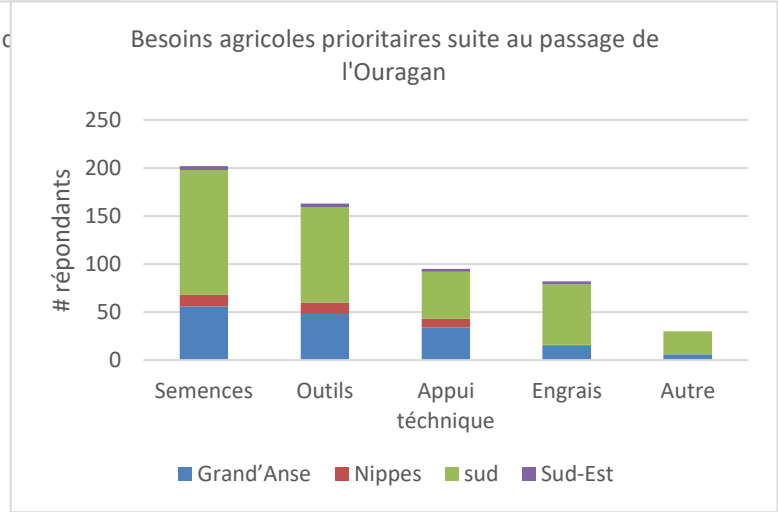
Le premier besoin prioritaire concerne la sécurité alimentaire. À la suite du passage de l'ouragan Melissa, **la grande majorité des informateurs (87 %) rapportent que les familles ne disposent pas d'assez de nourriture pour se nourrir,** contre seulement 13 % qui indiquent une situation d'approvisionnement suffisante. Cette insécurité alimentaire est généralisée à travers tous les départements. Face à cette situation, les ménages adoptent diverses stratégies de survie souvent précaires comme indiqué sur le graphique ci-dessous. L'analyse des stratégies utilisées par les familles pour faire face au manque de nourriture met en évidence une situation d'insécurité alimentaire sévère parmi les 213 personnes interrogées, dont 39 femmes et 174 hommes. Les réponses montrent que **112 personnes (22 femmes et 90 hommes) doivent recourir à l'emprunt ou au crédit alimentaire**, révélant un besoin urgent d'assistance alimentaire ou de transferts monétaires pour éviter

un surendettement généralisé. Par ailleurs, 48 répondants (8 femmes et 40 hommes) réduisent le nombre ou la taille de leurs repas, tandis que 96 personnes (18 femmes et 78 hommes) déclarent consommer leurs dernières réserves alimentaires, signe que les stocks familiaux sont déjà épuisés. La solidarité communautaire demeure également essentielle : 81 personnes (12 femmes et 69 hommes) dépendent désormais de l'entraide, une dynamique particulièrement marquée chez les femmes, souvent responsables de la gestion alimentaire du ménage. Enfin, 18 répondants (2 femmes et 16 hommes) indiquent n'avoir aucune solution stable et compter totalement sur une aide extérieure, constituant ainsi un groupe de priorité immédiate.



Les données révèlent que les cultures ont été endommagées dans l'ensemble des départements évalués. **En effet, 100 % des informateurs signalent des pertes agricoles majeures dans la Grand'Anse, les Nippes et le Sud-Est, et 99 % dans le Sud.** Cela confirme une destruction généralisée des exploitations agricoles à travers toutes les zones touchées. Les cultures vivrières apparaissent comme les plus affectées (194 mentions), suivies des cultures maraîchères (132 mentions) et des cultures commerciales et les fruits (61 mentions).

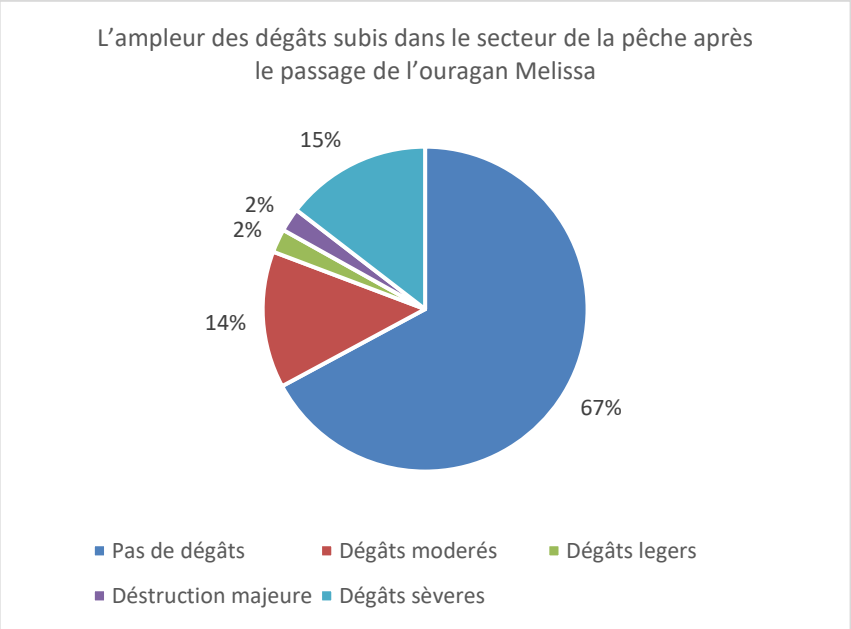


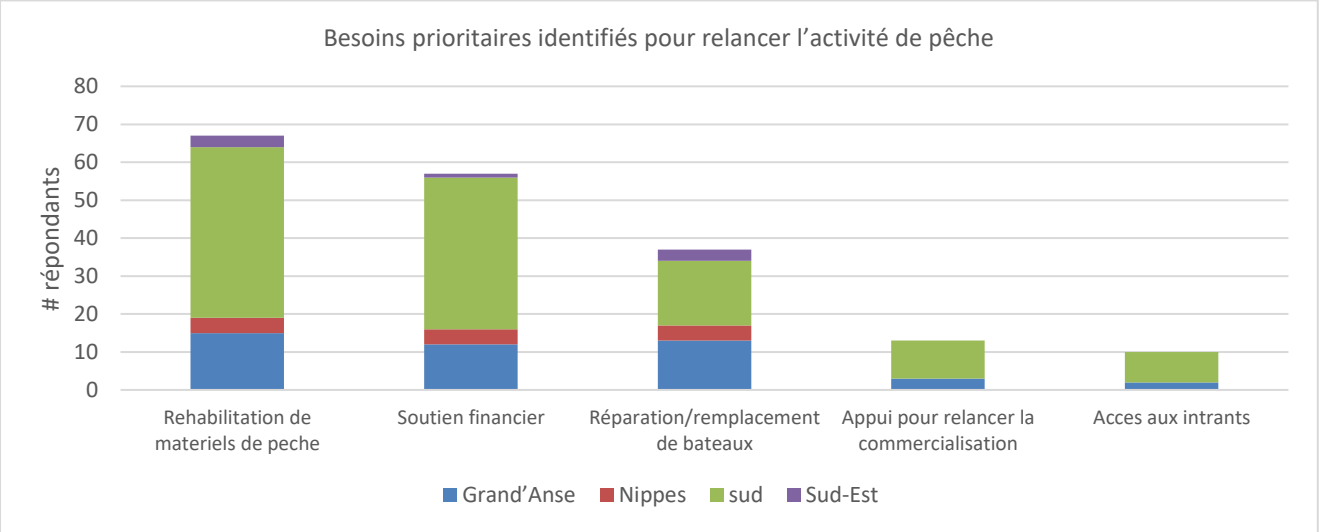


Les résultats indiquent que l'élevage a été fortement touché dans presque toutes les zones évaluées. **Au total, 95 % des informateurs confirment des pertes importantes de bétail et de volailles**, contre seulement 5 %

qui n'en signalent pas. Les dégâts sont généralisés dans les Nippes et le Sud-Est (100 %) la Grand'Anse (94 %) et le Sud (96 %). Les pertes concernent principalement le bétail suivi de la volaille, souvent décimée par les vents violents, les inondations et le manque d'abris.

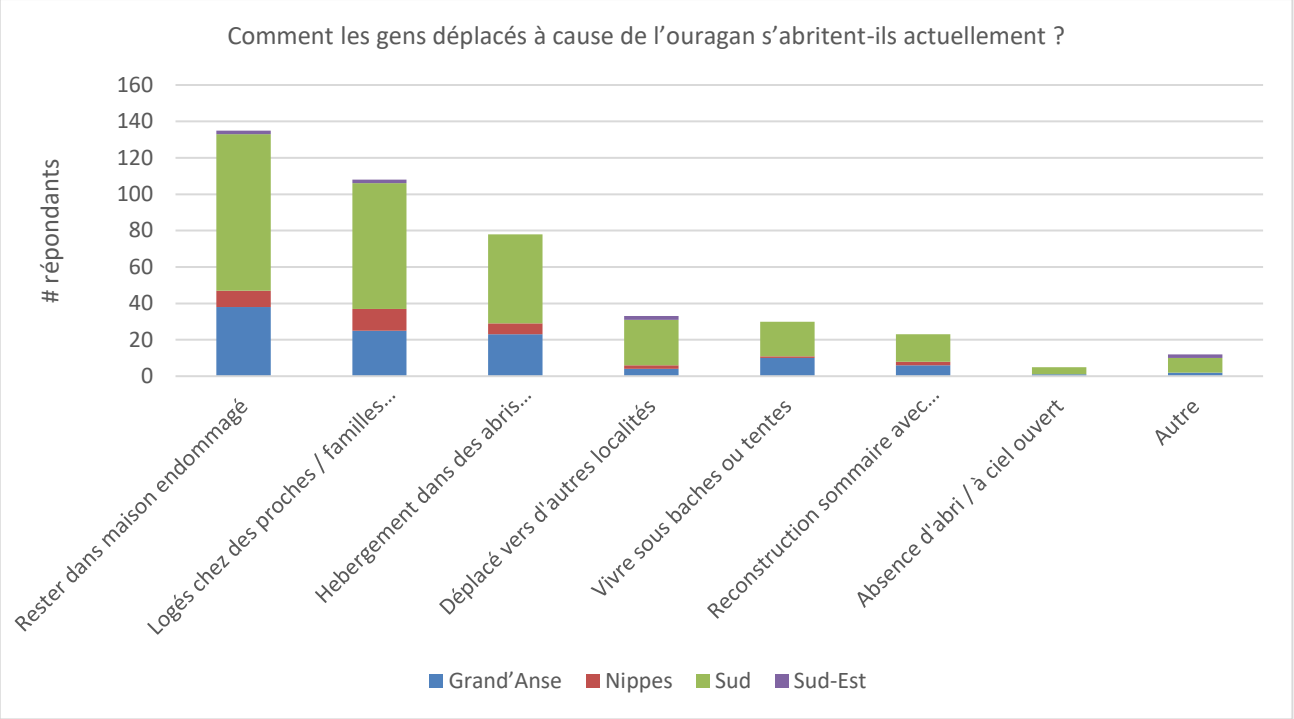
En ce qui concerne le secteur de la pêche, les données recueillies montrent que celui-ci a également subi des impacts importants. Environ un tiers des informateurs (33 %) rapportent des pertes directes d'équipements, de matériel ou d'embarcations, tandis qu'un autre tiers (29 %) mentionne que la pêche n'est pas pratiquée dans leur localité. Les départements du Sud (35 %) et de la Grand'Anse (26 %) figurent parmi les plus touchés, avec des pertes de bateaux, filets et intrants signalées dans plusieurs communes côtières. Dans le Sud-Est, bien que le nombre d'informateurs soit limité, 75 % indiquent également des dommages notables. Le graphique ci-après indique l'ampleur des dégâts du secteur de la pêche.





ABRIS ET ARTICLES MENAGERS ESSENTIELS (AME/NFI)

La majorité des ménages affectés signalent des dommages importants à leurs habitations et un manque de matériaux de réparation. Le secteur abris/NFI apparaît comme le deuxième besoin prioritaire. **Les répondants décrivent plusieurs solutions d'hébergement, souvent précaires.** 135 signalent des familles qui restent dans leur maison endommagée et 108 des personnes hébergées chez des proches. L'hébergement collectif dans écoles/églises est rapporté 78 fois, l'abri sous bâches/tentes 30 fois, et l'absence totale d'abri 5 fois. Des cas (33 cités fois) de déplacement vers d'autres localités et Des reconstructions sommaires avec des débris cités par 23 répondants.



La grande majorité des informateurs, soit environ 70 %, indiquent qu'aucun abri n'est actuellement géré par l'État dans leur localité. Les données de DGPC indiquent que **217 865 personnes** ont été affectées par l'ouragan Melissa dans les quatre départements du Grand Sud. Le Sud est le département le plus touché en valeur absolue, avec 136 825 personnes affectées, soit 15 % de sa population estimée avant le passage de Melissa (926 116 habitants). La Grand'Anse enregistre 30 475 personnes affectées, correspondant à 11 % de sa population totale (280 667 habitants). Les Nippes apparaissent proportionnellement comme le département le plus sévèrement impacté : 41 685 personnes, représentant 31 % de la population départementale (136 331 habitants). À l'inverse, le Sud-Est affiche un impact relatif plus faible, avec 8 880 personnes affectées, soit environ 2 % de sa population (490 569 habitants). Globalement, ces chiffres montrent qu'environ 12 % de la population totale des quatre départements analysés a été touchée par l'ouragan Melissa, avec des disparités marquées entre les territoires.

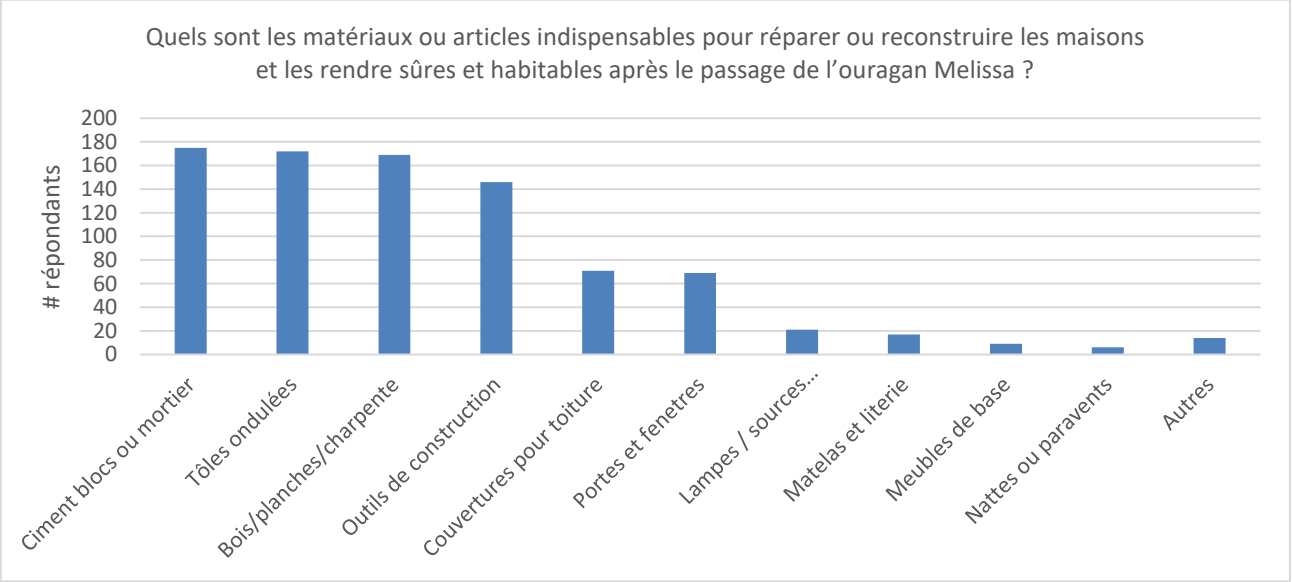
Ces structures formelles demeurent donc limitées et insuffisantes pour répondre à l'ampleur du déplacement provoqué par le cyclone. Parallèlement, **près d'un répondant sur cinq (environ 21 %) signale l'existence d'abris improvisés ou spontanés non encadrés par les autorités locales**. Ces sites informels accueillent souvent des familles hébergées dans des conditions précaires, sous des structures temporaires ou des bâtiments partiellement endommagés.

82% informateurs confirment que des ménages hébergent d'autres ménages déplacés (contre 18% qui ne l'observent pas). Cette cohabitation accroît la promiscuité, les besoins en articles essentiels et les risques sanitaires.

Les résultats de l'évaluation montrent que les conditions de logement temporaire restent extrêmement précaires pour les familles déplacées ou hébergées dans des abris collectifs et chez d'autres ménages. Plusieurs informateurs ont signalé des difficultés majeures telles que **le manque d'intimité, la surpopulation, la mauvaise étanchéité des toitures, ou encore la persistance d'inondations sur certains sites**. Ces contraintes contribuent à une fatigue psychologique importante et à une dégradation du bien-être des personnes déplacées. Les données ventilées par sexe indiquent que les femmes ont davantage exprimé des difficultés émotionnelles et sociales, notamment le stress, liés à la gestion du quotidien dans des conditions d'hébergement difficiles, au manque de sécurité, et à la responsabilité accrue envers les enfants et les personnes dépendantes. Elles ont aussi été plus nombreuses que les hommes à signaler des problèmes spécifiques tels que l'exposition aux intempéries, l'inondation persistante des sites et le manque d'intimité ou de soutien.

La majorité des informateurs signalent des conditions de vie difficiles dans les abris temporaires ou maisons endommagées. Les problèmes les plus fréquents concernent **le manque d'abris adaptés (50 mentions), le manque de matériaux de réparation (49), la surpopulation (85), les mauvaises conditions d'hygiène (57) et le retard d'aide à la reconstruction (57)**. Globalement, les sites restent improvisés, surpeuplés et peu sûrs, exposant les ménages à des risques sanitaires et psychosociaux importants.

Les besoins les plus fréquemment cités par les informateurs clés concernent la **réhabilitation ou la reconstruction légère des habitations endommagées**, et non seulement les abris collectifs. Parmi les **213 répondants**, **175** ont mentionné le besoin en **ciment, blocs et mortier**, **172** en **tôles**, **169** en **bois ou charpente**, et **146** en **clous et outils** de réparation. D'autres besoins, plus liés au confort de base, ont été également évoqués : **bâches de toiture (71)**, **portes et fenêtres (69)**, **lampes ou éclairage (21)**, **matelas et literie (17)**, ainsi que **meubles de base (9)**.



Les informations recueillies auprès des informateurs clés dans les départements du Grand Sud indiquent que la majorité des ménages sinistrés ont perdu une partie ou la totalité de leurs articles ménagers essentiels à la suite du passage de l'ouragan Melissa. Ces pertes concernent principalement les ustensiles de cuisine, la literie, les meubles de base, les lampes, ainsi que les effets de couchage et de protection contre la pluie, emportés ou rendus inutilisables par les vents violents et les inondations.

Les dégâts observés sur les habitations ont entraîné une destruction importante des biens matériels, notamment dans les départements du Sud et de la Grand'Anse, où les inondations et les infiltrations d'eau ont détérioré les matelas, vêtements, ustensiles et meubles. Plusieurs informateurs ont également mentionné la perte d'outils de travail domestique et artisanal, aggravant la vulnérabilité économique des familles.

En réponse à ces pertes, les besoins les plus fréquemment exprimés concernent des articles de première nécessité permettant de restaurer des conditions de vie minimales :

- Tôles, bois, ciment et outils de réparation pour sécuriser ou reconstruire les logements ;
- Bâches, couvertures et nattes pour se protéger des intempéries et recréer un espace habitable
- Matelas, lampes et ustensiles de cuisine pour répondre aux besoins immédiats du quotidien ;
- Articles de base (meubles simples, seaux, lampes, bougies) pour soutenir la reprise de la vie domestique.

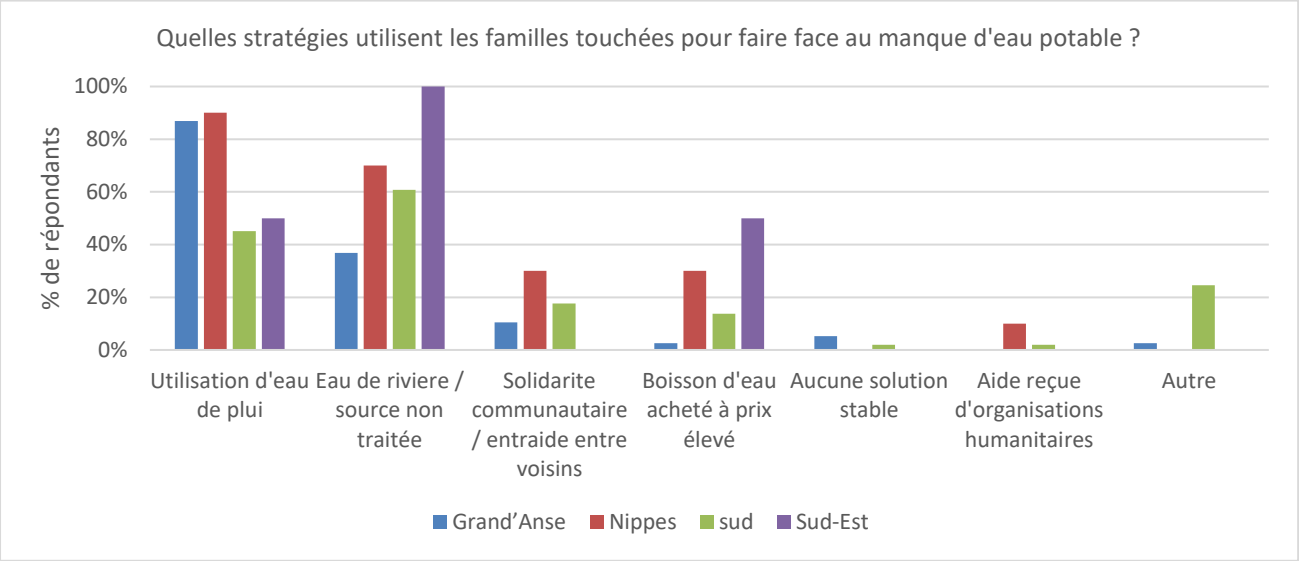
Les ménages les plus affectés, notamment ceux ayant tout perdu, se trouvent dans l'incapacité financière de remplacer ces biens sans assistance extérieure. Les acteurs communautaires recommandent ainsi une distribution ciblée de kits NFI adaptés aux besoins réels (kits de literie, ustensiles, hygiène, bâches, outils),

combinée à un appui en matériaux de reconstruction légère afin de restaurer la sécurité et la dignité des familles sinistrées.

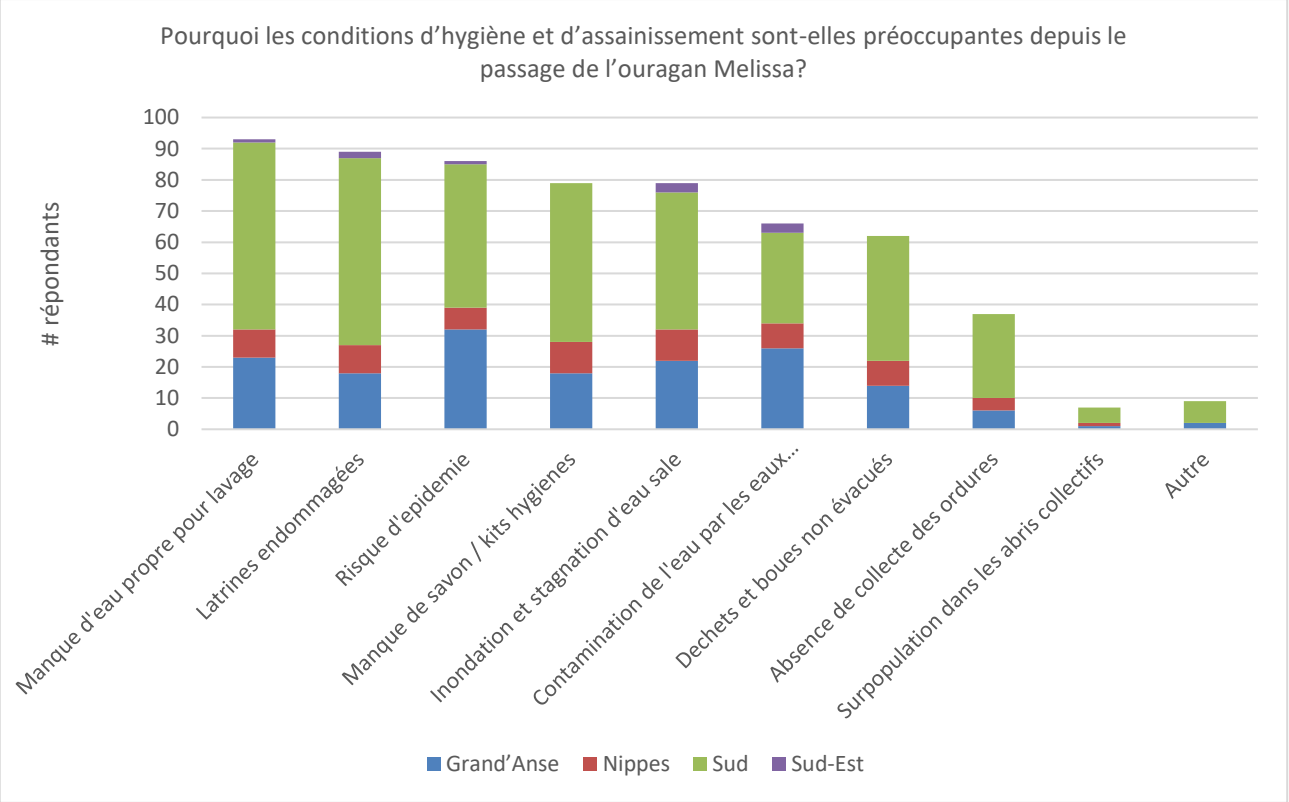
EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT (EHA)

Les besoins en eau potable et en assainissement occupent la quatrième position des besoins prioritaires. Les résultats indiquent une dégradation marquée de l'accès à l'eau potable après le passage du cyclone Melissa. Dans l'ensemble**, seulement 29 % des informateurs estiment que les familles ont encore accès à une source d'eau potable**, contre 71 % qui déclarent le contraire. La situation est particulièrement préoccupante dans le Sud, où 76 % des informateurs rapportent l'absence d'accès à l'eau potable, et dans les Nippes, où cette proportion atteint 83 %.

La Grand'Anse présente une situation légèrement meilleure (61 % sans accès). Face à cette situation critique, les familles développent diverses stratégies d'adaptation comme indique sur le graphique ci-dessous. La plus répandue consiste à utiliser de l'eau de pluie (signalée par 42 % des répondants), Les observations directes effectuées dans plusieurs communes montrent que l'eau disponible est souvent stockée dans des récipients non couverts, tels que des seaux ou des bassine. Environ 40 % des informateurs mentionnent l'utilisation d'eau de rivière ou de source non traitée.

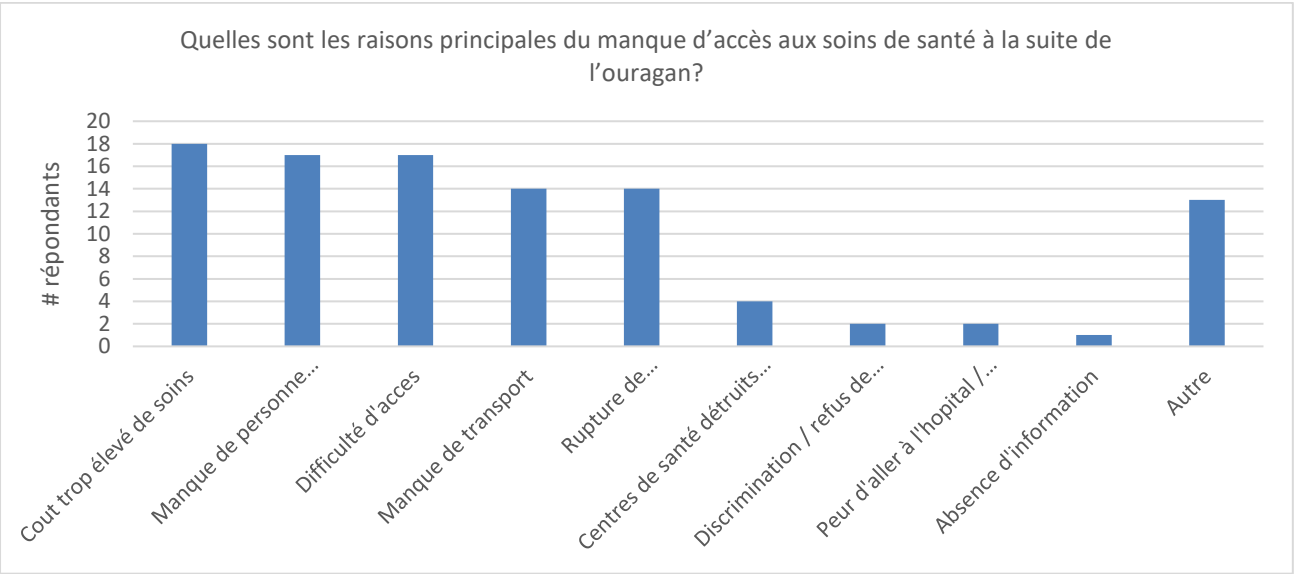


Une détérioration des conditions d'hygiène a été rapportée par 175 informateurs sur 213. Cette dégradation est **particulièrement marquée dans les Nippes où les 12 répondants ont confirmé une détérioration, ainsi que dans le Sud-Est où les 4 répondants ont fait le même constat**. Dans la **Grand'Anse, 53 informateurs sur 62 ont signalé une aggravation des conditions d'hygiène, tout comme 106 répondants sur 135 dans le Sud**. Ensemble, ces retours indiquent une dégradation quasi généralisée des conditions d'hygiène dans l'ensemble des zones évaluées. Les principales causes évoquées sont la destruction des latrines, l'accumulation de déchets, et la contamination des points d'eau.



SANTE

L'accès aux soins de santé reste fortement limité dans la majorité des zones évaluées. **Au total, 82 % des informateurs signalent des difficultés d'accès aux services de santé, dont 23 % depuis le passage du cyclone Melissa et 59 % qui indiquent que ces difficultés existaient déjà auparavant.** Les départements des Nippes et du Sud-Est apparaissent comme les plus critiques, où 100 % des répondants confirment une absence ou un accès très limité aux soins. Dans la Grand'Anse, 87 % notent également des obstacles persistants, tandis que dans le Sud, 74 % des informateurs soulignent des problèmes accrus depuis le cyclone. Les informateurs clés signalent plusieurs difficultés d'accès aux services de santé après l'ouragan Melissa. Une partie de ces obstacles est **directement liée à l'impact du cyclone**, notamment la destruction ou le dommage partiel de centres de santé, l'inaccessibilité des routes menant aux structures médicales et la hausse des risques sanitaires dans les zones inondées.



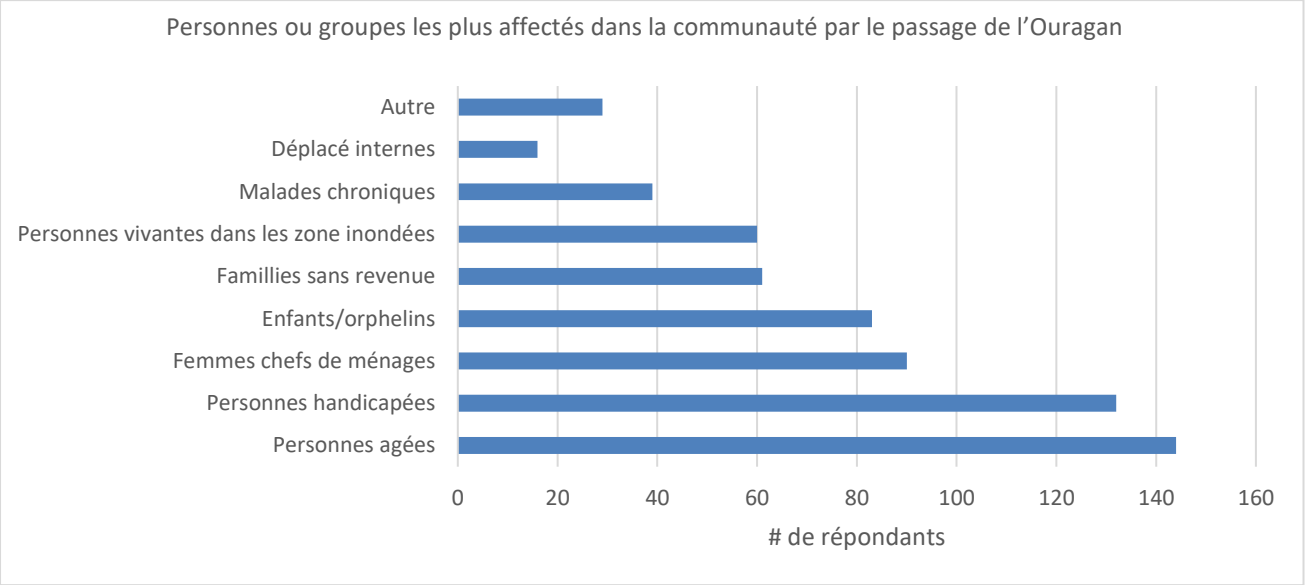
Toutefois, d'autres problèmes rapportés — tels que le manque de personnel, la pénurie de médicaments ou la distance importante pour atteindre un centre de santé fonctionnel — **préexistaient déjà avant la tempête** mais se sont **accentués** après le passage de Melissa. En ce sens, l'ouragan a aggravé des fragilités structurelles déjà présentes dans le système de santé, rendant l'accès encore plus difficile pour les populations affectées.

GROUPES VULNERABLES ET PROTECTION

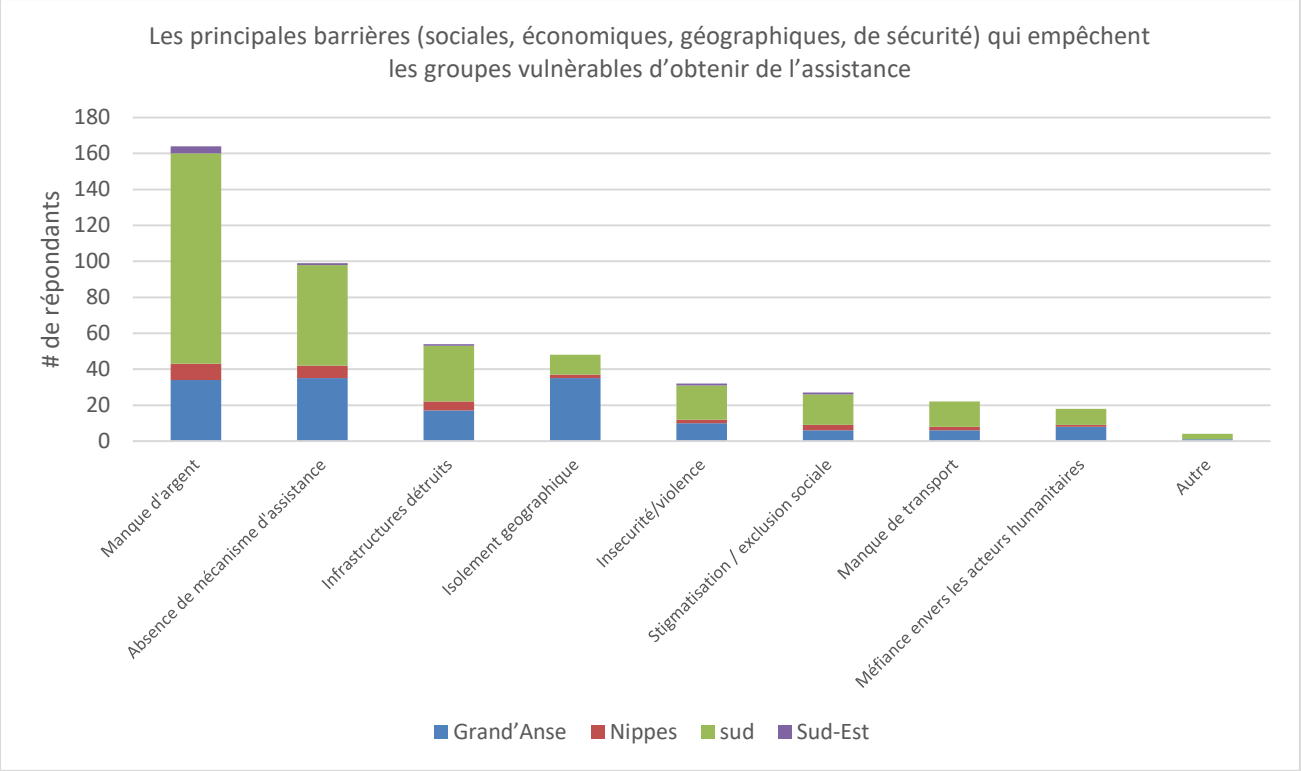
Les groupes les plus touchés par l'ouragan Melissa incluent notamment les personnes âgées, les femmes cheffes de ménage, les familles sans revenus, les personnes vivant dans les zones inondées, ainsi que les personnes en situation de handicap ou souffrant de maladies chroniques. Au-delà des pertes matérielles, l'impact humain est particulièrement marqué.

Les données montrent que les femmes ont davantage souligné le stress et le sentiment d'insécurité liés aux conditions d'hébergement temporaires. Elles évoquent aussi plus souvent que les hommes l'exposition aux intempéries, l'humidité persistante ou la difficulté d'assurer l'intimité et la sécurité des enfants dans les abris. Ces facteurs renforcent leur vulnérabilité dans un contexte où elles assument déjà une grande partie des responsabilités domestiques et de soins.

Pour faire face à la situation, la majorité des groupes affectés s'appuie sur la **solidarité communautaire**, l'**emprunt ou l'achat à crédit**, la **réduction du nombre ou de la taille des repas**, ainsi que des **réparations sommaires des maisons** avec des matériaux de récupération. Certains vendent leurs biens ou cherchent des travaux journaliers pour répondre aux besoins immédiats.



Les répondants ont identifié plusieurs barrières majeures limitant l'accès à l'aide humanitaire après le passage de l'ouragan Melissa comme indiqué sur le graphique.



Pour mieux soutenir ces groupes vulnérables, les répondants recommandent en priorité :

- De fournir une aide alimentaire régulière et suffisante (184 mentions),
- D'assurer un accès à l'eau potable et à l'assainissement (23 mentions),
- De distribuer des abris temporaires et matériaux de reconstruction (74 mentions),
- Et d'appuyer la relance des moyens d'existence (88 mentions).

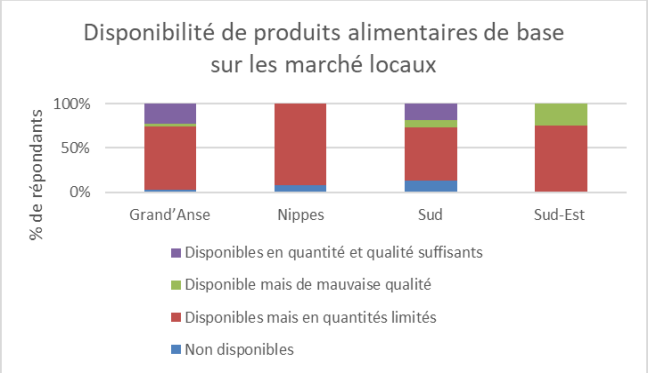
Ils insistent aussi sur l'importance d'une meilleure coordination humanitaire, d'une présence accrue dans les zones enclavées, et de donner la priorité aux femmes, enfants, personnes âgées et handicapées.

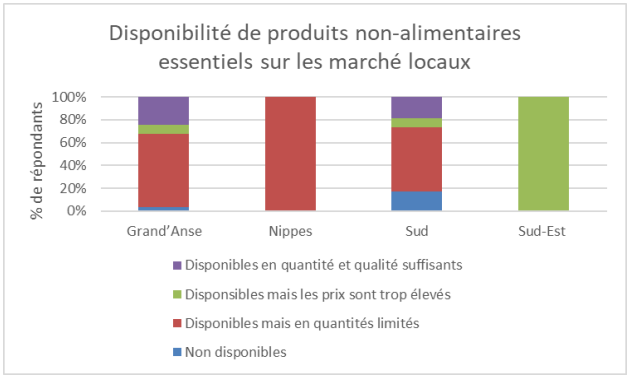
ACCES AUX MARCHES

Globalement, 65 % des informateurs rapportent une disponibilité alimentaire en quantité limitée, contre 18 % qui jugent la disponibilité suffisante, tandis que 10 % signalent des produits non disponibles. Du côté des produits non alimentaires (NFI), 60 % évoquent une quantité limitée, 19 % une bonne disponibilité et 9 % des prix très élevés. Ces données traduisent une accessibilité partielle aux biens essentiels, avec des niveaux de disponibilité variables selon les zones.

Malgré ces limitations, les marchés restent fonctionnels dans plusieurs localités, dans le sens où ils continuent à opérer, à offrir des produits (même en quantité réduite), et à être accessibles. Cette fonctionnalité ne reflète pas une abondance de biens, mais plutôt la persistance d'une activité commerciale minimale permettant aux ménages d'accéder à certains produits essentiels.

Par département, la situation est contrastée. Le Sud présente une offre réduite mais relativement stable, avec 60 % des informateurs signalant une disponibilité limitée en denrées alimentaires et 56 % en NFI. En Grand'Anse, les difficultés sont plus marquées (71 % en denrées, 65 % en NFI), avec des signes de hausse des prix. Aux Nippes, la perception d'une quasi-pénurie est forte (92 % en denrées, 100 % en NFI), mais l'échantillon est faible, ce qui appelle à la prudence. Au Sud-Est, le signal est critique (75 % de quantité limitée en denrées, 100 % de prix très élevés en NFI), mais non généralisable en raison du nombre très réduit d'informateurs. Dans ces deux derniers départements, les informateurs décrivent une situation où l'accès réel aux biens est fortement limité, soit par la rareté des produits, soit par des prix prohibitifs.





Les données indiquent une hausse des prix sur les marchés : 57 % des informateurs signalent une légère augmentation des prix alimentaires et 29 % une forte hausse, avec des pics au Sud (33 %) et au Sud-Est (100 %, n=4). Les NFI suivent une tendance similaire (57 % légère hausse, 26 % forte), avec à nouveau 100 % de forte hausse au Sud-Est.

Concernant le fonctionnement des marchés pour le cash, **68 % des informateurs estiment qu'ils fonctionnent totalement ou partiellement**. Le Sud et la Grand'Anse montrent une faisabilité avec suivi, tandis que les Nippes apparaissent fragiles (67 % partiellement) et le Sud-Est favorable (75 % oui, avec faible répondant).
Les données combinées issues des questionnaires communautaires et des entretiens avec commerçants et informateurs clés indiquent que **les marchés sont globalement fonctionnels, avec une reprise notable, mais restent fragiles, surtout dans les zones rurales du Sud**. Les contraintes logistiques (accessibilité routière, réassort) freinent la fluidité des échanges.

La disponibilité des produits alimentaires est jugée globalement bonne, bien que 65 % des répondants signalent des quantités limitées. Les produits non alimentaires (NFI) sont plus touchés, avec des ruptures fréquentes, notamment en santé et hygiène. 57 % des répondants évoquent une légère inflation, et 29 % une forte augmentation, avec des pics dans le Sud et le Sud-Est (échantillon très faible dans ce dernier : n=4).

COORDINATION ET REPONSE EXISTANTE

Les données collectées montrent que les interventions humanitaires étaient extrêmement limitées au moment de l'évaluation. Sur 213 informateurs clés, 200 indiquent qu'aucune intervention n'était en cours dans leur communauté. Cette absence de réponse est uniforme dans les Nippes (12/12), très marquée en Grand'Anse (60/62) et dans le Sud (125/135), et également observée dans trois des quatre localités visitées du Sud-Est. Les interventions citées restent limitées (6 distributions alimentaires, 2 distributions d'eau, 2 cliniques mobiles, 2 appuis en abris, quelques actions de sensibilisation). **Cependant, ces constats doivent être interprétés avec prudence.** L'évaluation n'a pas permis de trianguler ces informations avec les clusters, les ONG actives ou d'autres sources externes. Dans un contexte d'attente d'assistance, il existe un **risque de biais de déclaration**, certaines communautés pouvant minimiser la présence d'acteurs dans l'espoir d'obtenir davantage d'aide. Ce point sera précisé dans la partie méthodologie "Limites de l'évaluation".

CONCLUSION & RECOMMANDATIONS

L'ouragan Melissa a provoqué des destructions massives dans les départements du Sud, de la Grand'Anse, des Nippes et du Sud-Est, affectant directement les habitations, les infrastructures de base, les moyens de subsistance et l'accès aux services essentiels.

Les données recueillies auprès des informateurs clés confirment une situation humanitaire critique : plus de 80 % des familles ne disposent pas d'une alimentation suffisante, près des trois quarts manquent d'eau potable, et la majorité des infrastructures sociales (routes, écoles, centres de santé) sont endommagées ou inaccessibles. Les femmes, les personnes âgées, les personnes handicapées et les familles sans revenus sont parmi les groupes les plus vulnérables.

Les besoins identifiés sont urgents, multisectoriels et interconnectés, nécessitant une réponse coordonnée, rapide et inclusive entre les acteurs humanitaires, les autorités locales et les communautés affectées. Recommandations principales :

- **Abris et NFI** : Fournir en urgence des bâches et d'autres matériels/matériaux, des kits d'articles ménagers essentiels et un appui à la reconstruction rapide des habitations endommagées ;
- **Sécurité alimentaire** : Mettre en œuvre une assistance alimentaire immédiate, selon la faisabilité des marchés, afin de réduire la faim et la dépendance à l'aide ;
- **Eau, Hygiène et Assainissement** (EHA) : Réhabiliter les points d'eau et les latrines, distribuer des kits d'hygiène, et renforcer la sensibilisation communautaire sur les pratiques d'hygiène ;
- **Santé** : Assurer la gratuité des soins de santé de base, appuyer la réhabilitation des structures sanitaires endommagées et déployer des cliniques mobiles dans les zones isolées ;
- **Protection** : Garantir la sécurité et la dignité dans les abris collectifs, prévenir les violences basées sur le genre, promouvoir l'équité d'accès à l'aide et renforcer les mécanismes de redevabilité.
- **Moyens de subsistance** : Soutenir la relance des activités agricoles, de pêche et de petits commerces à travers la distribution de semences, d'outils, d'équipements et de microfinancements.
- **Coordination** : Renforcer la coordination humanitaire locale, la communication entre acteurs et le partage d'informations pour optimiser la complémentarité des interventions et éviter les doublons.